

PROJETS AGRICOLES TERRITORIAUX

QUELS PROJETS?

Dans le cadre de la planification écologique, l'État met en place un nouveau dispositif « projets territoriaux » visant à structurer les filières agricoles, aquacoles et agroalimentaires, dans une logique de souveraineté alimentaire.

Il s'inscrit dans une démarche collective de transformation de ces filières sur le plan économique, social et environnemental (adaptation au changement climatique, baisse des intrants phytosanitaires, baisse des consommations d'eau, bien-être animal ...).

Le projet de territoire doit donc impliquer des partenaires complémentaires, dont deux au moins doivent être indépendants, relevant d'au moins deux maillons différents d'une ou plusieurs filières.

► Exemple : Contrats d'approvisionnement pluriannuels et ligne de transformation d'une production agricole résiliente (sorgho, chanvre, lin oléagineux...).

Les dépenses éligibles sont :

- Le coût des investissements à l'aval des filières (hors production agricole et aquacole), relatifs par exemple à la collecte, au tri, au commerce de gros, au stockage (augmentation de capacité, modernisation des silos, ...), à la préparation et à la transformation des produits agricoles et aquacoles ;
- L'acquisition, la construction ou la rénovation de biens immobiliers liés au projet. Les terrains achetés sont admissibles dans la limite de 10% du coût total admissible de cette dépense ;
- Salaires bruts et charges patronales directement reliés au projet ;
- Les prestations externes juridiques, financières, informatiques, d'études et de conseil ;
- Pour les projets de recherche et développement, le coût des investissements destinés à la réalisation de prototypes ou démonstrateurs.

QUELS SOUTIENS?

Les entreprises peuvent prétendre à une aide significative, sous forme de subvention :

- → Jusqu'à 50% de taux de soutien pour les dépenses immatérielles ;
- Jusqu'à 40% de taux de soutien pour les dépenses matérielles et dans la limite de 5 M€ par projet pour l'agriculture et 1 M€ par projet pour l'aquaculture.

BÉNÉFICIAIRES

PME, ETI, Grandes entreprises, Coopératives



FORME DE L'AIDE

Subvention



INTENSITÉ DE L'AIDE

Jusqu'à 50% des dépenses éligibles



PÉRIODE

Du 24/06/2024 au 31/12/2024

FINANCEURS





21 années

15 Mds€

8 bureaux





